






**GOUVERNEMENT**








*Liberté  
Égalité  
Fraternité*




# **BILAN DU PLAN DE LUTTE CONTRE LES FRAUDES SOCIALES, FISCALES ET DOUANIÈRES**

20 mars 2024

# MESURES

MESURE	STATUT
1 - Exploiter pleinement la facturation électronique pour lutter contre les fraudes fiscales	À venir
2 - Améliorer la capacité des services à contrer le recours aux actifs numériques dans la fraude et son blanchiment	En finalisation
3 - Généraliser l'accès par les organismes sociaux au fichier des comptes bancaires	En finalisation (fait pour CNAF et CNAM, d'ici juin pour CNAV)
4 - Utiliser les données sur les ressources des allocataires sociaux pour prévenir les erreurs et la fraude	
5 - Mettre en place un système permettant à l'assuré de signaler des frais de santé pris en charge à tort	À venir (d'ici 2025)
6 - Responsabiliser les plateformes du e-commerce	En finalisation (d'ici juin)
7 - Déployer les contrôles douaniers dans les zones grises du e-commerce	En finalisation
8 - Assujettir l'activité de <i>dropshipping</i> à la TVA en France	
9 - Retenir à la source les cotisations sociales des micro-entrepreneurs ayant recours à des plateformes numériques	À venir (voté, en vigueur en 2027)
10 - Créer un dispositif interministériel de veille et d'analyse des risques de fraude aux aides publiques	
11 - Mettre en place une base interministérielle de RIB frauduleux	En finalisation (d'ici 2025)
12 - Expérimenter la suspension provisoire, à la demande de Tracfin, du versement des aides publiques en cas de suspicion de fraude organisée	À venir
13 - Créer un dispositif de sanction administrative <i>ad hoc</i> permettant une action rapide et dissuasive en cas de fraude aux aides publiques	En finalisation

MESURE	STATUT
<p><b>14</b> – Lutter contre l’utilisation de la transmission universelle de patrimoine dans les schémas de fraude</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rendre obligatoire la publication de la TUP exclusivement au BODACC ;</li> <li>- Doubler le délai légal d’opposition (soit 2 mois au lieu d’1 mois), afin de permettre aux créanciers, (dont les administrations) de faire opposition le cas échéant.</li> </ul>	À venir
<p><b>15</b> – Imposer la production d’une attestation fiscale et sociale lors de la procédure de liquidation amiable en matière de lutte contre les sociétés éphémères</p>	En finalisation (d’ici juin)
<p><b>16</b> – Renforcer le contrôle des faux accidents de travail</p>	
<p><b>17</b> – Évaluer l’option d’une migration du NIR vers la carte d’identité</p>	A venir
<p><b>18A</b> – Contrôler d’ici 2027 l’ensemble de dossiers de + de 85 ans dans les pays sans échanges d’état civil via des contrôles sur place</p>	
<p><b>18B</b> - Généraliser d’ici fin 2023 la faculté de prouver son existence par voie biométrique</p>	
<p><b>19A</b> – Pénaliser la mise à disposition de montages et procédés frauduleux</p>	
<p><b>19B</b> -Hors plan fraude : extension de la mesure au champ social</p>	
<p><b>20</b> – Demander aux professionnels de santé fraudeurs de rembourser les cotisations sociales prises en charge par l’assurance maladie</p>	
<p><b>21A</b> – Prévoir la possibilité pour le juge de prononcer des peines de TIG en cas de fraude fiscale et créer une offre de TIP au sein de la DGFIP</p>	En finalisation (d’ici avril)
<p><b>21B</b> - Privation temporaire du bénéfice des RICI pour les personnes ayant commis des fraudes fiscales graves</p>	
<p><b>22</b> – Accéder au fichier PNR sur les données de voyage pour mieux repérer la fraude à la résidence sociale et fiscale</p>	En finalisation
<p><b>23</b> – Harmoniser à 9 mois la condition de résidence pour l’accès aux prestations sociales</p>	En finalisation (d’ici janvier)

MESURE	STATUT
<b>24</b> – Responsabiliser les entreprises dans la documentation de leur politique de prix de transfert	
<b>25</b> – Étendre la durée de prescription en cas de cession des actifs incorporels les plus difficilement valorisables	
<b>26</b> – Utiliser le renseignement pour détecter la fraude fiscale grave, notamment internationale, et identifier les intermédiaires qui l’organisent	
<b>27</b> – Adopter une stratégie nationale en matière d’échanges internationaux pour promouvoir la lutte contre l’opacité de détention patrimoniale au plan international	En finalisation
<b>28A</b> – Transformation du SEJF en Office central de lutte contre les fraudes aux finances publiques	
<b>28B</b> – Élargir la compétence du SEJF/ONAF à l’ensemble des fraudes aux finances publiques	
<b>28C</b> – Créer un statut d’agent de douane judiciaire (ADJ)	
<b>29</b> – Améliorer le partage d’informations entre services de lutte contre les fraudes	À venir
<b>30A</b> – Conclure un nouveau partenariat de lutte contre la fraude DGFIP/DGDDI	En finalisation (d’ici juin)
<b>30B</b> – Conclure un nouveau partenariat de lutte contre la fraude entre la DGFIP et l’URSSAF caisse nationale	En finalisation
<b>31</b> – Renforcer la coopération entre l’assurance maladie et les complémentaires santé	Mesure législative nécessaire
<b>32</b> – Mieux lutter contre le travail illégal dans le domaine agricole	
<b>33</b> – Renforcer l’accompagnement des entreprises en matière fiscale	En finalisation (d’ici 2025)
<b>34</b> – Régulariser équitablement les erreurs commises en matière fiscale	
<b>35</b> – Déployer un guichet de régularisation des dettes sociales pour les micro-entrepreneurs	
<b>36</b> – Création d’un Conseil de l’évaluation des fraudes	